

## Question d'actualité : 21 décembre 2011

**Annick GIRARDIN – Député de Saint-Pierre et Miquelon**

Ma question s'adresse au Premier Ministre, que je souhaite interroger sur l'**inefficacité** de la politique économique de son Gouvernement.

A cause de la politique que vous menez depuis 5 ans, la France risque de perdre son "Triple A" et les Français s'appêtent à subir une période de **récession**.

Si le contexte international et européen est difficile, vous ne pouvez cependant pas nier votre responsabilité dans la situation actuelle.

Au lieu de reconnaître l'échec patent d'une politique de rigueur dogmatique... au lieu de reconnaître l'impérieuse nécessité de soutenir la croissance et de restaurer la confiance... vous vous entêtez à répondre servilement aux exigences des agences de notation, et pour couronner le tout, le projet de l'UMP pour 2012, annonce trois nouveaux coups durs qui seront portés à la croissance économique de notre pays si vous deviez remporter les prochaines échéances électorales.

Tout d'abord, votre programme prévoit une attaque sur les allocations chômage - que vous souhaitez rendre "dégressives dans le temps". C'est une menace pour les plus vulnérables, qui se verraient privés du minimum nécessaire pour consommer et participer à la vie de la société. Je vous rappelle que sous votre gouvernement, 1 million de travailleurs **supplémentaires** se sont retrouvés au chômage.

Ensuite, vous prévoyez d'imposer aux collectivités locales l'absurde et inefficace « rationalisation » budgétaire menée aveuglément dans les services publics de l'Etat. Après avoir creusé de près de 700 milliards d'euros le déficit de notre pays **en seulement 5 ans**, voilà que l'UMP entend financer son programme électoral sur le dos des collectivités en menaçant de couper les moyens qu'elles mettent au bénéfice de leurs habitants.

Enfin, votre projet industriel passe par l'instauration d'une TVA sociale, surnoisement rebaptisée "**fiscalité anti-délocalisations**", qui frapperait une nouvelle fois les plus modestes de nos concitoyens. Combattre les délocalisations passe au contraire par l'investissement public, notamment dans les grandes infrastructures technologiques et de transport, dans l'enseignement, dans la recherche, rendant la France attractive et créant une dynamique de croissance et d'espoir.

Avec votre projet, on aboutirait donc à une triple contraction de l'économie:

- en restreignant un peu plus les ressources à la consommation de centaines de milliers de chômeurs,
- en pénalisant les collectivités locales qui effectuent pourtant 73% des investissements publics,
- et en poursuivant une politique fiscale inefficace économiquement et injuste socialement.

Monsieur le Premier Ministre, allez-vous vous obstiner à poursuivre cette politique de rigueur aveugle et inefficace ?